

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 691

[S-C — 27119]

9 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions auxquelles la garantie de la Région est accordée pour certains prêts hypothécaires consentis en vue de l'acquisition, de la transformation ou de l'assainissement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations assimilées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 46, 47 et 49;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 octobre 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre ayant le logement dans ses attributions;
  - 2° Administration : la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne;
  - 3° transformations : travaux d'amélioration, de transformation et d'assainissement;
  - 4° habitation ordinaire : habitation sociale, petite propriété terrienne ou habitation assimilée à une habitation sociale ou à une petite propriété terrienne;
  - 5° enfant à charge : l'enfant conçu depuis nonante jours au moins, à la date de l'octroi du prêt ou la personne pour laquelle, à cette même date, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur ou à son conjoint cohabitant ou à la personne avec laquelle il vit maritalement, ainsi que l'enfant pour lequel le demandeur ou son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, n'ont pas droit à de telles allocations, mais que le Ministre, ou son délégué, estime être effectivement à leur charge, s'ils en apportent la preuve.
- Pour la détermination du nombre d'enfants à charge, l'enfant handicapé est compté pour deux enfants à charge.

Est assimilé à un enfant à charge l'ascendant du demandeur ou du conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement s'il cohabite avec l'un d'eux depuis six mois au moins et pour autant qu'il se domicilie à l'adresse de l'habitation objet du prêt.

En outre, sont considérés comme ayant un enfant à charge, le demandeur handicapé ou dont le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé, ainsi que le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, qui sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date d'octroi du prêt.

6° handicapé : la personne qui, à la date d'octroi du prêt :

a) soit est atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale, en application de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Cette insuffisance ou diminution de capacité est établie sur la base d'une attestation délivrée par le Ministère de la Prévoyance sociale;

b) soit possède une capacité de gain réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins en application de la même loi.

Art. 2. Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde sa garantie au remboursement du principal et au paiement des intérêts et accessoires, à l'exclusion de toute indemnité de emploi, des prêts hypothécaires consentis soit pour la construction, soit pour la transformation, soit pour l'achat, suivi éventuellement de transformations, d'habitations ordinaires.

CHAPITRE II. — De l'habitation ordinaire

Art. 3. Est assimilée à une habitation sociale ou à une petite propriété terrienne

1° l'habitation à construire dont la valeur vénale ne dépasse pas 3 500 000 francs, majorés de 5 % par enfant à charge à partir du deuxième enfant avec un plafond de 15 %, et de 20 % si l'opération est réalisée dans une commune soumise à des pressions immobilières importantes, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement wallon;

2° l'habitation à acquérir, dont ni la valeur vénale, ni le prix d'achat, ne dépasse 3 500 000 francs majorés comme dit ci-dessus;

3° l'habitation à acquérir, dont la valeur vénale, après l'exécution de transformations, ne dépasse pas 3 500 000 francs majorés comme dit ci-dessus;

4° l'habitation à transformer, dont la valeur vénale, après l'exécution des transformations, ne dépasse pas 3 500 000 francs majorés comme dit ci-dessus.

Le Ministre adapte chaque année, au 1er janvier, à l'indice ABEX, les montants maxima des valeurs vénales fixées à l'alinéa précédent, et selon la formule suivante :

$$\frac{\text{valeur vénale (N)} \times \text{indice ABEX du 1er janvier (N)}}{\text{indice ABEX du 1er janvier (N-1)}}$$

où N représente l'année précédant celle de l'adaptation de la valeur vénale. La première adaptation est effectuée au 1er janvier 1995.

La valeur vénale de l'habitation est estimée par la société de crédit sur la base d'une vente volontaire, y compris le terrain.

#### CHAPITRE III. — De l'emprunteur

**Art. 4.** A la date où le prêt est octroyé, l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, ne peuvent être seuls ou ensemble, propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'une autre habitation.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit :

1° soit d'une habitation insalubre par surpeuplement ou insalubre non améliorabile et pour autant que ce logement soit la dernière habitation occupée par l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, ou qu'elle ait été occupée par eux au moins six mois au cours des deux ans qui précèdent la date d'octroi du prêt;

2° soit d'une ou de plusieurs habitations insalubres non améliorables sises sur le terrain devant servir d'assiette au logement à construire au moyen du prêt.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par le Ministre sur base d'un rapport de l'Administration.

L'habitation est considérée comme insalubre non améliorabile si l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ont été reconnus admissibles au bénéfice de l'allocation instituée par l'arrêté royal du 23 février 1977 concernant l'octroi par la Région wallonne d'avantages à la démolition d'habitations insalubres non améliorables, ou si le logement est reconnu insalubre non améliorabile par le Ministre sur base d'un rapport de l'Administration ou par un arrêté du bourgmestre.

**Art. 5.** L'emprunteur est tenu de remettre à la société de crédit les documents suivants :

1° une attestation de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines relative aux conditions stipulées à l'article 4, premier alinéa;

2° le cas échéant, une déclaration d'un délégué du Ministre relatif à l'insalubrité de l'habitation visée à l'article 4, deuxième alinéa.

#### CHAPITRE IV. — De la société de crédit

**Art. 6.** Les prêts visés à l'article 2 doivent être consentis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, ou par une société de crédit agréée par elle, par la Société régionale wallonne du Logement, ainsi que par toutes sociétés de crédit agréées par le Gouvernement wallon.

**Art. 7.** Les sociétés de crédit visées à l'article 6 sont soumises aux obligations suivantes :

1° procéder à l'expertise du bien, en déterminer la valeur vénale et le coût réel, s'il s'agit d'une acquisition ou le coût estimé, s'il s'agit d'une construction ou de transformations;

2° faire parvenir trimestriellement à l'Administration une liste des prêts qu'elles ont consentis avec le bénéfice de la garantie de la Région, conformément à un modèle fixé par le Ministre;

3° communiquer annuellement à l'Administration la liste des prêts garantis par la Région remboursés anticipativement;

4° veiller à ce que les actes de prêts mentionnent que la Région octroie sa garantie en application du présent arrêté;

5° en cas d'exécution de la garantie, transmettre à l'Administration toutes les données et tous les documents nécessaires au recouvrement éventuel de la créance régionale à l'égard de l'emprunteur défaillant;

6° prélever une contribution de solidarité de 0,20 % sur le montant prêté, hors prime d'assurance-décès, et la verser dans les vingt jours qui suivent la passation de l'acte de prêt sur le fonds de solidarité visé à l'article 11.

#### CHAPITRE V. — Du prêt

**Art. 8.** Le prêt, y compris le montant des primes accordées par la Région, ne peut, selon le cas, excéder 100 % de :

1° la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de la construction d'une habitation ordinaire;

2° la valeur vénale ou du prix d'achat si ce dernier est inférieur à la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation ordinaire;

3° la valeur vénale après transformations, lorsqu'il s'agit de transformations ou de l'achat d'une habitation ordinaire suivi de transformations.

Le maximum de 100 % prévu à l'alinéa 1er est ramené à 90 % lorsque l'emprunteur ne peut bénéficier d'une assurance-décès en raison de son état de santé.

**Art. 9.** Le remboursement du prêt doit être garanti par l'inscription, sur l'habitation faisant l'objet du prêt, d'une hypothèque en premier rang. Dans le cas d'un prêt complémentaire, son remboursement peut être garanti par l'inscription d'une hypothèque en second rang pour autant que le prêt complémentaire soit consenti par la société de crédit qui occupe déjà le premier rang hypothécaire.

En outre, le remboursement du prêt doit être couvert, par une assurance-décès à capital décroissant, à moins que l'emprunteur ne puisse bénéficier de cette assurance en raison de son état de santé.

Le prêt ne peut être consenti pour une durée de plus de trente ans. Il doit être remboursable par des versements mensuels.

Le taux d'intérêt initial, calculé sur la base annuelle, ne peut être supérieur à 11 %.

Le taux d'intérêt s'entend tous chargements et commissions quelconques compris, à l'exception du chargement destiné à couvrir les frais d'expertise et de constitution des dossiers.

Ces frais doivent constituer un chargement unique qui ne peut dépasser le chiffre absolu de 8000 F pour l'ensemble des opérations.

#### CHAPITRE VI. — De la garantie

**Art. 10.** La garantie de la Région wallonne est limitée à 95 % de la perte finale enregistrée par la société après encaissement par celle-ci du prix de la réalisation de toutes les sûretés réelles et personnelles et, le cas échéant, de la valeur de rachat du contrat d'assurance-décès concernant le prêt.

Le montant dû par la Région en exécution de sa garantie, ne peut excéder la partie du prêt qui dépasse 70 % de la valeur vénale de l'habitation ordinaire. Dans le cas d'un prêt complémentaire, le montant dû par la Région en exécution de sa garantie ne peut excéder la partie du prêt complémentaire majoré du solde en capital du premier prêt, qui dépasse 70 % de la valeur vénale, estimée après transformation, de l'habitation ordinaire.

La période de la garantie de la Région est limitée aux treize premières années du prêt hypothécaire auquel elle est attachée. Dans le cas d'une opération avec prêt complémentaire, la garantie de la Région est maintenue jusqu'au terme de la treizième année du prêt complémentaire.

#### CHAPITRE VII. — Du fonds de solidarité

**Art. 11.** Les contributions de solidarité visées à l'article 7, 6°, sont versées sur un fonds de solidarité constitué auprès de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Ce fonds est soumis à la réglementation appliquée aux dépôts d'épargne.

Lorsqu'il est fait appel à la garantie de la Région après l'épuisement des sûretés constituées par l'emprunteur, le Ministre ou son délégué ordonne à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'effectuer les prélèvements nécessaires sur le fonds précité.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite transmet mensuellement à l'Administration un relevé de toutes les opérations effectuées sur le fonds de solidarité.

#### CHAPITRE VIII. — De l'exécution de la garantie

**Art. 12.** En cas d'appel à la garantie de la Région, la dette de celle-ci est arrêtée à la plus récente des dates ci-après :

- la date d'encaissement par la société de crédit du produit de la vente de l'habitation, en cas de vente de gré à gré, ou la date à laquelle la vente de l'habitation est devenue définitive en cas de vente publique;
- la date d'encaissement par la société de crédit de la valeur de rachat de l'assurance-décès.

Le Ministre arrête un modèle-type des déclarations de créance.

La vente de gré à gré de l'habitation ordinaire doit faire l'objet d'un accord préalable du Ministre ou de son délégué.

Il ne peut être fait appel à la garantie de la Région, si l'habitation ordinaire est rachetée par la société qui a octroyé le prêt.

Le Ministre ou son délégué fait procéder au recouvrement, par la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne, auprès de l'emprunteur défaillant, des sommes qui ont été prélevées sur le fonds de solidarité visé à l'article 11 ou qui ont été payées par la Région en exécution de sa garantie.

Les sommes recouvrées par la Division de la Trésorerie sont versées sur le fonds de solidarité visé à l'article 11.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions finales

**Art. 13.** Les dispositions des articles 10 et 12 sont également applicables aux garanties qui ont été consenties par la Région avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, en application des dispositions de l'arrêté royal cité à l'article 14.

**Art. 14.** L'arrêté royal du 19 mai 1981 concernant l'octroi de la garantie de bonne fin de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1981 et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 octobre 1990, est abrogé.

**Art. 15.** Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 691

[S-C — 27119]

**9. DEZEMBER 1993.** — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen der Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung gewisser Hypothekendarlehen, die für den Ankauf, den Umbau oder die Sanierung von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder ihren gleichgestellten Wohnungen gewährt werden

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 46, 47 und 49;

Aufgrund des am 6. Oktober 1993 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung :

#### KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- 1° « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;
- 2° « Verwaltung » : die Abteilung des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 3° « Umbau » : Verbesserungs-, Umbau- und Sanierungsarbeiten;
- 4° « gewöhnliche Wohnung » : Sozialwohnung, kleinen ländlichen Besitz oder einer Sozialwohnung oder einem kleinen ländlichen Besitz gleichgestellte Wohnung;
- 5° « unterhaltsberechtigtem Kind » : das Kind, das am Tag des Darlehensantrags seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird, oder die Person, für die der Antragsteller oder seinem mitlebenden Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person am selben Tag Kinderzulage oder Waisengeld bezieht, sowie das Kind, für das der Antragsteller, sein mitlebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person keine solche Zulage bekommt, aber das vom Minister oder dessen Delegierten als unterhaltberechtigtes Kind betrachtet wird, wenn die Personen den Beweis davon erbringen.

Für die Bestimmung der Anzahl unterhaltsberechtigter Kinder wird das behinderte Kind als zwei unterhaltsberechtigter Kinder betrachtet.

Die Verwandten in aufsteigender Linie vom Antragsteller oder vom mitlebenden Ehepartner oder von der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person werden einem unterhaltsberechtigten Kind gleichgestellt, wenn sie seit wenigstens sechs Monaten mit einem von ihnen lebt und soweit sie ihren Wohnsitz in der Wohnung, Gegenstand des Darlehens, anmeldet.

Ferner wird der Antragsteller so betrachtet, als hätte er ein unterhaltsberechtigtes Kind, wenn er behindert ist oder wenn sein mitlebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person behindert ist, sowie wenn der Antragsteller und sein mitlebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person beide das 35. Lebensjahre nicht erreicht haben;

6° « Behindertem » :

a) entweder die Person, die am Datum der Gewährung des Darlehens in Anwendung des Gesetzes vom 27. Juni 1989 über die Gewährung von Zulagen an Behinderten an einem mindestens 66 %igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder an einer mindestens 66 %igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet.

Dieser Fähigkeitsmangel oder diese Fähigkeitsverminderung wird auf der Grundlage einer vom Minister der soziale Fürsorge erteilten Bescheinigung festgestellt;

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit am Datum der Gewährung des Darlehens wegen ihres körperlichen oder geistigen Zustands auf ein Drittel von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Zulagen für Behinderten, verringert wird;

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit am Datum der Gewährung des Darlehens in Anwendung desselben Gesetzes mindestens neun Punkte beträgt.

Art. 2. Unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen gewährt die Region ihre Ausfallbürgschaft für die Rückzahlung des Hauptschuldes und die Einzahlung der Zinsen und Nebenkosten, mit Ausnahme jeder Entschädigung für erneute Anlage, der Hypothekendarlehen, die für entweder den Bau oder den Umbau oder den gegebenenfalls von Umbauen gefolgt Ankauf von gewöhnlichen Wohnungen gewährt werden.

#### KAPITEL II. — Gewöhnliche Wohnung

Art. 3. Folgende Wohnungen werden einer Sozialwohnung oder einem kleinen ländlichen Besitz gleichgestellt :

1° die zu erbauende Wohnung, deren Verkaufswert 3 500 000 BEF nicht übersteigt, erhöht um 5 % pro unterhaltsberechtigtes Kind ab dem zweiten Kind mit einem Höchstprozentsatz von 15 % und vor 20 %, wenn das Geschäft in einer Gemeinde, die hohen Immobiliendrücken unterworfen ist und deren Liste von der Wallonischen Region festgelegt wird;

2° die zu kaufende Wohnung, deren Verkaufswert oder Kaufpreis 3 500 000 BEF, die wie oben erhöht werden, nicht überschreitet;

3° die zu kaufende Wohnung, deren Verkaufswert nach Ausführung von Umbauen 3 500 000 BEF, die wie oben erhöht wird, nicht überschreitet;

4° die umzubauende Wohnung, deren Verkaufswert nach Ausführung der Umbauen 3 500 000 BEF, die wie oben erhöht wird, nicht überschreitet.

Am 1. Januar jedes Jahr paßt der Minister die Höchstbeträge der im vorstehenden Absatz festgelegten Verkaufswerte an den ABEX-Index und zwar gemäß folgender Formel an :

$$\frac{\text{Verkaufswert (N)} \times \text{ABEX-Index am 1. Januar (N)}}{\text{ABEX-Index am 1. Januar (N-1)}}$$

in der N dem Jahr vor der Anpassung des Verkaufswertes entspricht. Die erste Anpassung erfolgt am 1. Januar 1995.

Der Verkaufswert der Wohnung wird vom Kreditinstitut auf der Grundlage von einem freiwilligen Verkauf, Grundstück inbegriffen, geschätzt.

#### KAPITEL III. — Darlehensnehmer

Art. 4. Am Tag, an dem das Darlehen gewährt wird, dürfen der Darlehensnehmer und sein mitlebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person allein oder gemeinsam Eigentümer oder Nießbraucher der Gesamtheit einer anderen Wohnung nicht sein.

Von dieser Bedingung wird es abgewichen, wenn es sich :

1° entweder um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung oder eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt und insofern die Wohnung die letzte ist, die der Darlehensnehmer und sein mitlebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person bewohnt haben, oder insofern diese Wohnung ist, von ihnen wenigstens sechs Monate lang im Laufe der zwei der Gewährung des Darlehens vorausgehenden Jahre bewohnt worden ist;

2° oder um eine bzw. mehrere nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen handelt, die auf dem Grundstück, das als Fläche für die mit Hilfe des Darlehens zu bauende Wohnung dienen wird, gelegen sind.

Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbelegung wird vom Minister auf der Grundlage von einem Bericht der Verwaltung festgestellt.

Die Wohnung wird als nicht verbesserungsfähig und gesundheitsschädlich betrachtet, wenn dem Antragsteller und seinem mitlebender Ehepartner oder der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person das Anrecht auf die Beihilfe zuerkannt worden ist, die durch den Königlichen Erlaß vom 23. Februar 1977 über die Gewährung für die Wallonische Region von Vorteilen für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen eingeführt worden ist, oder wenn die Wohnung aufgrund eines Berichts der Verwaltung oder durch einen Beschluß des Bürgermeisters vom Minister als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannt worden ist.

**Art. 5.** Der Darlehensnehmer verpflichtet sich, dem Kreditinstitut folgende Dokumente abzugeben :

1° eine Bescheinigung der Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domänen betreffend die in Artikel 4 Absatz 1 besagten Bedingungen;

2° gegebenenfalls eine Erklärung des Delegierten des Ministers über die in Artikel 4 Absatz 2 erwähnte Gesundheitsschädlichkeit der Wohnung.

#### KAPITEL IV. — Kreditinstitut

**Art. 6.** Die in Artikel 2 erwähnten Darlehen müssen von der Allgemeinen Spar- und Rentekasse oder von einem durch diese zugelassenen Kreditinstitut, von der « Société régionale wallonne du Logement » (regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien) sowie von irgendwelchem von der Wallonischen Regierung zugelassenen Kreditinstitut gewährt werden.

**Art. 7.** Die in Artikel 6 erwähnten Kreditinstitute unterliegen den folgenden Verpflichtungen :

1° die Abschätzung des Gutes vorzunehmen, seinen Verkaufswert und seinen wirklichen Wert, wenn es sich um einen Ankauf handelt, oder den geschätzten Wert, wenn es sich um einen Bau oder Umbau handelt, zu bestimmen;

2° alle drei Monate der Verwaltung eine Liste der von ihnen mit der Bürgschaft der Region gewährten Darlehen gemäß eines vom Minister festgelegten Musters zu übermitteln;

3° jährlich der Verwaltung die Liste der von der Region gebürgten Darlehen, die vorzeitig zurückgezahlt worden sind, zu übermitteln;

4° dafür zu sorgen, daß in den Darlehensverträgen festgeschrieben wird, daß die Region ihre Bürgschaft in Anwendung des vorliegenden Erlasses gewährt;

5° bei Inanspruchnahme der Bürgschaft, der Verwaltung die sämtlichen Angaben und Dokumente, die für die eventuelle Beitreibung der regionalen Forderung gegenüber des rückständigen Darlehensnehmers notwendig sind, zu übermitteln;

6° einen Solidaritätsbeitrag von 0,20 % von dem Darlehensbetrag, Ablebensversicherungsprämie nicht inbegriffen, zu erheben und diesen Beitrag innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Abschluß des Darlehensvertrags auf den in Artikel 11 erwähnten Solidaritätsfonds einzuzahlen.

#### KAPITEL V. — Darlehen

**Art. 8.** Das Darlehen, einschließlich des Betrags der von der Region gewährten Prämien, darf je nach Fall 100 % des folgenden Wertes nicht überschreiten :

1° des Verkaufswerts, falls es sich um den Ankauf einer gewöhnlichen Wohnung handelt;

2° des Verkaufswerts oder des Verkaufspreises, wenn letzterer unter dem Verkaufswert liegt, falls es sich um den Ankauf einer gewöhnlicher Wohnung handelt;

3° des Verkaufswerts nach Umbau, wenn es sich um die Umbauarbeiten oder den von Umbauarbeiten befolgten Ankauf einer gewöhnlichen Wohnung handelt.

Der im vorangehenden Abschnitt festgelegte Maximum von 100 % wird auf 90 % vermindert, wenn der Darlehensnehmer wegen seines Gesundheitszustands eine Ablebensversicherung nicht genießen kann.

**Art. 9.** Die Rückzahlung des Darlehens soll durch die Eintragung einer erstrangigen Hypothek auf die Wohnung, Gegenstand des Darlehens, gesichert werden. Im Falle eines zusätzlichen Darlehens kann seine Rückzahlung durch die Eintragung einer zweirangigen Hypothek gesichert werden, sofern das zusätzliche Darlehen durch das Kreditinstitut, das in der ersten Rangstellung der Hypothek schon steht, gewährt werden.

Die Rückzahlung des Darlehens soll außerdem durch eine Ablebensversicherung mit abnehmendem Kapital gedeckt werden, außer wenn der Darlehensnehmer wegen seines Gesundheitszustands diese Versicherung nicht genießen kann.

Das Darlehen darf nicht für eine Dauer von mehr als dreißig Jahren gewährt werden. Es muß durch monatliche Einzahlungen rückzahlbar sein.

Der auf der jährlichen Grundlage berechnete Initialzinssatz darf 11 % nicht überschreiten.

Der Zinssatz versteht sich einschließlich aller irgendeinen Kostenzuschläge und Provisionen, mit Ausnahme des Kostenzuschlags zur Deckung der Sachverständigengebühren und Kosten betreffend das Anlegen der Akte. Diese Kosten müssen einen einzigen Kostenzuschlag bilden, der den absoluten Betrag von 8 000 BEF für die gesamten Geschäfte nicht überschreiten darf.

#### KAPITEL VI. — Bürgschaft

**Art. 10.** Die Bürgschaft der Wallonischen Region wird auf 95 % des Endverlusts, der von der Gesellschaft nach ihrem Einzug des Ausführungspreises der gesamten persönlichen und dinglichen Sicherheiten und gegebenenfalls des Rückkaufswertes der Ablebensversicherung betreffend das Darlehen erlitten wird, beschränkt.

Der von der Region bei der Inanspruchnahme seiner Bürgschaft geschuldete Betrag darf nicht höher sein als der Darlehensteil, der 70 % des Verkaufswerts der gewöhnlichen Wohnung überschreitet.

Im Falle eines zusätzlichen Darlehens darf der von der Region bei der Inanspruchnahme seiner Bürgschaft geschuldete Betrag nicht höher sein als der um den Kapitalrestbetrag des ersten Darlehens erhöhten Teil des zusätzlichen Darlehens, der 70 % des nach Umbau geschätzten Verkaufswerts der gewöhnlichen Wohnung überschreitet.

Die Dauer der Bürgschaft der Region wird auf die dreizehn erste Jahre des hypothekarischen Darlehens, mit dem sie verbunden ist, beschränkt. Im Falle eines Geschäfts mit zusätzlichem Darlehen wird die Bürgschaft der Region bis zum Ende des dreizehnten Jahres des zusätzlichen Darlehens durchgehalten.

KAPITEL VII. — *Solidaritätsfonds*

**Art. 11.** Die in Artikel 7<sup>o</sup> erwähnten Solidaritätsbeiträge werden auf einen bei der Allgemeinen Spar- und Rentekasse gebildeten Solidaritätsfonds eingezahlt. Dieser Fonds wird der für die Spareinlagen geltenden Regelung unterworfen.

Wenn nach der Erschöpfung der vom Darlehensnehmer gebildeten Sicherheiten die Bürgschaft der Region in Anspruch genommen wird, bittet der Minister oder sein Delegierte die Allgemeine Spar- und Rentekasse, die notwendigen Abzüge vom vorerwähnten Fonds vorzunehmen.

Jeden Monat übermittelt die Allgemeine Spar- und Rentekasse der Verwaltung ein Verzeichnis der gesamten auf den Solidaritätsfonds ausgeführten Geschäfte.

KAPITEL VIII. — *Inanspruchnahme der Bürgschaft*

**Art. 12.** Wenn die Bürgschaft der Region in Anspruch genommen wird, wird ihr Schuld auf das letzte der folgenden Daten festgelegt:

— das Datum des Einzugs durch das Kreditinstitut des Wohnungsverkaufserlöses im Falle eines freihändigen Verkaufs oder das Datum, an dem der Wohnungsverkauf im Falle einer öffentlichen Versteigerung endgültig geworden ist;

— das Datum des Einzugs durch das Kreditinstitut des Rückkaufwertes der Ablebensversicherung.

Der Minister legt ein Muster der Forderungsanmeldungen fest.

Der freihändige Verkauf der gewöhnlichen Wohnung soll Gegenstand eines vorherigen Einverständnisses des Ministers oder dessen Delegierten sein.

Die Bürgschaft der Region darf nicht in Anspruch genommen werden, wenn die gewöhnliche Wohnung durch das Institut, das das Darlehen gewährt hat, zurückgekauft wird.

Der Minister oder dessen Delegierte läßt die Abteilung der Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region beim rückständigen Darlehensnehmer den Einzug der Beträge, die aus dem in Artikel 11 erwähnten Solidaritätsfonds entzogen oder durch die Region in Anwendung ihrer Bürgschaft eingezahlt worden sind, vornehmen.

Die durch die Abteilung der Finanzverwaltung eingezogenen Beträge werden auf den in Artikel 11 erwähnten Solidaritätsfonds eingezahlt.

KAPITEL IX. — *Schlußbestimmungen*

**Art. 13.** Die Bestimmungen von Artikeln 10 und 12 finden auch Anwendung auf die Bürgschaften, die von der Region vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Anwendung der Bestimmungen des in Artikel 14 erwähnten Königlichen Erlasses gewährt worden sind.

**Art. 14.** Der Königliche Erlaß vom 19. Mai 1981 über die Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der Hypothekendarlehen, die für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder ihren gleichgestellten Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt worden sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 6. November 1981 und den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Oktober 1990, wird aufgehoben.

**Art. 15.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 16.** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Namur, den 9. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. COLLIGNON

— VERTALING —

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 691

[S-C — 27119]

**9 DECEMBER 1993.** — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gewestwaarborg wordt verleend voor bepaalde hypothecaire leningen, toegestaan voor de aankoop, de verbouwing of de sanering van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen

De Waalse Regering,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 46, 47 en 49;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 oktober 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden huisvesting behoort;

2<sup>o</sup> Bestuur : de Afdeling Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3<sup>o</sup> verbouwingen : de verbeterings-, verbouwings- en saneringswerkzaamheden;

4<sup>o</sup> gewone woning : de volkswoning, de kleine landeigendom of de met een volkswoning of kleine landeigendom gelijkgestelde woning;

5° kind ten laste : het kind dat op de datum van toekenning van de lening sinds minimum negentig dagen is verwekt of de persoon voor wie op dezelfde datum kinderbijslag of wezentoelagen worden toegekend aan de aanvrager of zijn samenwonende echtgenote of aan de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, alsmede het kind waarvoor de aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft geen recht hebben op die bijslag of toelagen, maar dat door de Minister geacht wordt werkelijk te kunnen laste te zijn voor zover zij dat bewijzen.

Voor de vaststelling van het aantal kinderen ten laste wordt het gehandicapte kind beschouwd als twee kinderen ten laste.

Gelijkgesteld met een kind ten laste wordt de ascendent van de aanvrager of zijn samenwonende echtgenote of van de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, indien hij sinds minimum zes maanden met één van hen samenwoont en voor zover zijn woonplaats overeenstemt met de woning die het voorwerp van de lening uitmaakt.

Als hebbende een kind ten laste worden eveneens beschouwd de gehandicapte aanvrager of zijn samenwonende gehandicapte echtgenote of de gehandicapte persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, alsmede de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, die op de datum van toekenning van de lening beiden jonger zijn dan 35 jaar;

6° gehandicapte : de persoon die op de datum van toekenning van de lening hetzij :

a) getroffen is door ten minste 86 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid, krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden.

Deze ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid wordt vastgesteld aan de hand van een door het Ministerie van Sociale Voorzorg afgeleverd bewijs;

b) een verdienvermogen heeft dat krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen door één of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt uit te oefenen;

c) een gebrek aan zelfredzaamheid heeft dat krachtens dezelfde wet op ten minste negen punten vastgesteld is.

Art. 2. Onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden verleent het Gewest zijn waarborg, behalve iedere vergoeding voor wederbelegging, voor de terugbetaling van de hoofdsom en voor de betaling van de rente en de bijkomende kosten van de hypotheecaire leningen toegestaan voor de bouw, de verbouwing of de aankoop, eventueel gevolgd door verbouwingen, van gewone woningen.

#### HOOFDSTUK II. — Gewone woning

Art. 3. Met een volkswoning of een kleine landeigendom wordt gelijkgesteld :

1° de te bouwen woning waarvan de verkoopwaarde niet hoger is dan 3 500 000 frank, verhoogd met 5 % per kind ten laste vanaf het tweede kind en met maximum 15 %, en met 20 % indien de bouw plaatsvindt in één van de gemeenten met woningproblemen, die op de door de Waalse Regering opgemaakte lijst staan;

2° de aan te kopen woning waarvan noch de verkoopwaarde, noch de koopprijs 3 500 000 frank, verhoogd als hierboven, overschrijdt;

3° de aan te kopen woning waarvan de verkoopwaarde, na uitvoering van de verbouwingen, 3 500 000 frank, verhoogd zoals hierboven, niet overschrijdt;

4° de te verbouwen woning waarvan de verkoopwaarde, na uitvoering van de verbouwingen, 3 500 000 frank, verhoogd zoals hierboven, niet overschrijdt.

De maximumbedragen van de in het vorige lid bedoelde verkoopwaarden worden jaarlijks op 1 januari door de Minister overeenkomstig de hierna vermelde formule aan de ABEX-index aangepast :

$$\frac{\text{verkoopwaarde (N)} \times \text{ABEX-index van 1 januari (N)}}{\text{ABEX-index van 1 januari (N-1)}}$$

waarin N : het jaar voorafgaande aan het jaar van aanpassing van de verkoopwaarde. De eerste aanpassing vindt plaats op 1 januari 1995.

De verkoopwaarde van de woning wordt door de kredietinstelling bij willige verkoop geschat, grond inbegrepen.

#### HOOFDSTUK III. — Lener

Art. 4. De lener, noch zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, mogen samen of alleen een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik bezitten op de datum van toekenning van de lening.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken :

1° hetzij voor een wegens overbevolking ongezonde woning of voor een ongezonde en onverbeterbare woning, voor zover ze de laatste is die wordt betrokken door de lener en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft of voor zover ze minstens zes maanden door hen werd betrokken gedurende twee jaar vóór de datum van toekenning van de lening;

2° hetzij voor één of meerdere ongezonde en onverbeterbare woningen gelegen op het terrein dat moet dienen als grondslag voor de door middel van de lening te bouwen woning.

De Minister stelt de ongezondheid wegens overbevolking vast aan de hand van een verslag van het Bestuur.

De woning wordt als ongezond en onverbeterbaar beschouwd indien de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft in aanmerking komen voor de toelage ingesteld bij het koninklijk besluit van 23 februari 1977 betreffende de verlening voor het Waalse Gewest van voordelen voor de sloop van onverbeterbare, ongezonde woningen, of indien de Minister ze als ongezond en onverbeterbaar beschouwt op grond van een verslag van het Bestuur of bij besluit van de burgemeester.

Art. 5. De lener dient volgende documenten bij de kredietinstelling over te leggen :

1° een attest van de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen m.b.t. de in artikel 4, eerste lid, bedoelde voorwaarden;

2° in voorkomend geval, een bewijs van een afgevaardigde van de Minister m.b.t. de ongezondheid van de in artikel 4, tweede lid, bedoelde woning.

#### HOOFDSTUK IV. — Kredietinstelling

Art. 6. De in artikel 2 bedoelde leningen moeten worden toegestaan door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of een door haar erkende kredietinstelling, door de Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij alsmede elke door de Waalse Regering erkende kredietinstelling.

Art. 7. De in artikel 6 bedoelde kredietinstellingen moeten de volgende verbintenissen nakomen :

- 1° het goed laten schatten, de waarde en de werkelijke kostprijs ervan bepalen indien het een aankoop betreft, of de geraamde kostprijs indien het een bouw of verbouwingen betreft;
- 2° het Bestuur d.m.v. een door de Minister vastgesteld model om de drie maanden een lijst van de leningen bezorgen die ze met het voordeel van de gewestwaarborg hebben toegestaan;
- 3° het Bestuur jaarlijks de lijst van de door het Gewest gewaarborgde leningen bezorgen die vooruit worden terugbetaald;
- 4° ervoor zorgen dat de leningsakten vermelden dat het Gewest zijn waarborg krachtens dit besluit verleent;
- 5° in geval van uitvoering van de waarborg, het Bestuur alle gegevens en stukken bezorgen die vereist zijn voor de eventuele invordering van de gewestelijke schuldvordering ten laste van de in gebreke gebleven lener;
- 6° een solidariteitsbijdrage van 0,20 % op het geleende bedrag heffen, behalve overlijdensverzekeringspremie, en ze binnen twintig dagen na het verlijden van de leningsakte op het in artikel 11 bedoelde solidariteitsfonds storten.

#### HOOFDSTUK V. — *Lening*

Art. 8. Met inbegrip van het bedrag van de door het Gewest verleende premies mag de lening niet meer bedragen dan 100 % :

- 1° van de verkoopwaarde als het om de bouw van een gewone woning gaat;
- 2° van de verkoopwaarde of de koopprijs indien deze lager is dan de verkoopwaarde, als het om de aankoop van een gewone woning gaat;
- 3° van de verkoopwaarde na de verbouwingswerken, als het gaat om verbouwingswerken of om de aankoop van een gewone woning, waarop verbouwingswerken volgen.

Het in het eerste lid bedoelde maximum van 100 % wordt teruggebracht tot 90 % wanneer de lener omwille van zijn gezondheidstoestand niet in aanmerking komt voor een overlijdensverzekering.

Art. 9. De terugbetaling van de lening moet gewaarborgd zijn door de inschrijving van een eerste hypotheek op de woning waarop de lening betrekking heeft. In geval van een bijkomende lening kan de terugbetaling ervan worden gewaarborgd door de inschrijving van een hypotheek in de tweede rang, voor zover de bijkomende lening is toegestaan door de kredietinstelling die de eerste rang van de hypotheek reeds bekleedt.

Bovendien moet de terugbetaling van de lening, in geval van overlijden, gedekt zijn door een overlijdensverzekering met afnemend kapitaal, tenzij de lener om gezondheidsredenen niet in aanmerking komt voor die verzekering.

De lening kan niet voor meer dan dertig jaar worden toegestaan. Ze moet bij maandelijkse stortingen worden terugbetaald.

De aanvangsrentevoet die jaarlijks wordt berekend mag niet meer bedragen dan 11 %.

De rentevoet omvat alle lasten en commissielonen, behoudens de lasten die de kosten voor de schatting en de samenstelling van de dossiers moeten dekken. Deze kosten moeten een unieke last vormen en mogen het absolute bedrag van 8 000 frank voor het geheel van de verrichtingen niet overschrijden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Waarborg*

Art. 10. De waarborg van het Waalse Gewest is beperkt tot 95 % van het door de kredietinstelling geboekte eindverlies na inning van de prijs voor de verwezenlijking van alle werkelijke en persoonlijke zekerheden en, in voorkomend geval, van de afkoopwaarde van het overlijdensverzekeringscontract m.b.t. de lening.

Het door het Gewest verschuldigde bedrag ter uitvoering van zijn waarborg mag niet hoger zijn dan het leningsgedeelte dat meer bedraagt dan 70 % van de verkoopwaarde van de gewone woning. In geval van een bijkomende lening mag het door het Waalse Gewest verschuldigde bedrag ter uitvoering van zijn waarborg niet hoger zijn dan het gedeelte van de bijkomende lening, verhoogd met het kapitaalsaldo van de eerste lening, dat 70 % van de na verbouwing geraamde verkoopwaarde van de gewone woning overschrijdt.

De gewestwaarborg is beperkt tot de eerste dertien jaar van de hypothecaire lening waarmee ze gepaard gaat. In geval van een verrichting met bijkomende lening wordt de gewestwaarborg gehandhaafd tot het einde van het dertiende jaar van de bijkomende lening.

#### HOOFDSTUK VII. — *Solidariteitsfonds*

Art. 11. De in artikel 7, 6°, bedoelde solidariteitsbijdragen worden gestort op een bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas samengesteld solidariteitsfonds. Dat fonds is onderworpen aan de reglementering die voor spaarinstellingen geldt.

Wanneer, na uitputting van de door de lener samengestelde zekerheden, een beroep wordt gedaan op de gewestwaarborg, gelast de Minister of zijn afgevaardigde de Algemene Spaar- en Lijfrentekas de nodige bedragen van voornoemd fonds af te nemen.

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas bezorgt het Bestuur een maandelijkse staat van alle verrichtingen op het solidariteitsfonds.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Uitvoering van de waarborg*

Art. 12. Indien een beroep wordt gedaan op de gewestwaarborg, wordt de schuld van het Gewest vastgesteld op de recentste van de hierna volgende data :

— in geval van onderhandse verkoop, de datum waarop de opbrengst van de verkoop van de woning door de kredietinstelling wordt geïnd of in geval van openbare verkoop, de datum waarop de verkoop definitief is geworden;

— de datum waarop de afkoopwaarde van de overlijdensverzekering door de kredietinstelling wordt geïnd.

De Minister stelt een model van formulier vast voor de aangifte van schuldvorderingen.

De onderhandse verkoop van een gewone woning moet het voorwerp uitmaken van de voorafgaande instemming van de Minister of zijn afgevaardigde.

Er mag geen beroep worden gedaan op de gewestwaarborg als de gewone woning wordt teruggekocht door de instelling die de lening heeft toegestaan.

De Minister of zijn afgevaardigde belast de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met de inning bij de in gebreke gebleven lener van de sommen die uit het in artikel 11 bedoelde solidariteitsfonds zijn opgenomen of door het Gewest in uitvoering van zijn waarborg werden betaald.

De door de Afdeling Thesaurie geïnde sommen worden op het in artikel 11 bedoelde solidariteitsfonds gestort.



## HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 13.** De bepalingen van de artikelen 10 en 12 zijn eveneens van toepassing op de waarborgen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door het Gewest werden toegestaan, krachtens de bepalingen van het koninklijk besluit bedoeld in artikel 14.

**Art. 14.** Het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 november 1981 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 oktober 1990, wordt opgeheven.

**Art. 15.** De Minister tot wiens bevoegdheden huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1994.

Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

F. 94 — 692

[C — 27120]

**22 DECEMBRE 1993. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de Solidarité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 établissant les conditions d'agrément, les règles de gestion et les modalités de contrôle des sociétés immobilières de service public, notamment les articles 15 et 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de Solidarité modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993, notamment l'article 2;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 19 avril 1993;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances,

Arrête :

**Article 1er.** La cotisation forfaitaire par logement visée à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les modalités d'alimentation et de répartition du Fonds régional de Solidarité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 1993, est fixée à 1 000 francs.

Ce montant est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 1993. Il varie chaque année, sur avis de la Société régionale wallonne du Logement, en fonction de l'indice des prix à la consommation du mois de septembre de l'année en cours. Le résultat de cette opération est arrondi à la centaine de francs.

**Art. 2.** Le versement de cette cotisation s'opère par un prélèvement sur le compte courant ordinaire ouvert à chaque société auprès de la Société régionale.

**Art. 3.** La Société régionale verse à chaque société le montant qui lui est dû en application de l'article 4 du même arrêté, sur le compte courant ordinaire au plus tard le 31 décembre de l'exercice.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Namur, le 22 décembre 1993.

R. COLLIGNON

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 692

[C — 27120]

**22. DEZEMBER 1993. — Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Modalitäten der Finanzierung und der Aufteilung des « Fonds régional de Solidarité » (regionalen Solidaritätsfonds), abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993**

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der « Société régionale wallonne du Logement » (Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Immobiliengesellschaften öffentlichen Dienstes, der Regeln für deren Verwaltung und der Modalitäten für deren Kontrolle, insbesondere der Artikel 15 und 18;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Modalitäten der Finanzierung und der Aufteilung des « Fonds régional de Solidarité », abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des am 19. April 1993 abgegebenen Gutachtens der « Société régionale wallonne du Logement »;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors,

Beschließt der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

**Artikel 1.** Der in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Modalitäten der Finanzierung und der Aufteilung des « Fonds régional de Solidarité », abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993, erwähnte Pauschalbeitrag pro Wohnung wird auf 1 000 BEF festgelegt.